



ANALYSE

**VIOLENCE ET URGENCE HUMANITAIRE
A L'EST DE LA RDC**

*Analyse et position de l'ONG Solsoc
et de ses partenaires*

f SolsocASBL
@ @solsocong
in solsoc-asbl
www.solsoc.be

Mai 2025

RÉSUMÉ

Depuis novembre 2024, l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) connaît une recrudescence dramatique des violences, avec plus de 7.000 morts et 400.000 personnes déplacées. Les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, déjà meurtries par trois décennies de conflits, sont à nouveau en proie à une instabilité aiguë. Le pays traverse une grave crise humanitaire, marquée par l'effondrement des services de base, des déplacements massifs et une insécurité persistante. La campagne électorale de 2023 a mis en lumière les profondes tensions internes et le manque de contrôle effectif du président sur l'appareil d'État. Dans le même temps, les relations avec le Rwanda se sont détériorées, tandis que le groupe armé AFC-M23 a poursuivi son offensive, s'emparant de Goma fin janvier 2025, puis de Bukavu le 16 février. Malgré une intensification des efforts diplomatiques, les avancées restent limitées. Si le risque d'un embrasement régional est bien réel, les fractures politiques, sociales et institutionnelles internes à la RDC constituent une menace tout aussi préoccupante pour la stabilité du pays.

REVENDEICATIONS DE SOLSOC ET DE SES PARTENAIRES

Solsoc appelle l'Union européenne, la Belgique et les partenaires internationaux à :

1. **Abroger le protocole UE-Rwanda** sur l'exploitation des minerais critiques.
2. **Suspendre la coopération militaire avec le Rwanda**, notamment via la Facilité européenne pour la Paix.
3. **Actualiser les sanctions ciblées** contre les auteurs de violations graves, en incluant les violences sexuelles liées au conflit.
4. **Augmenter les financements humanitaires** pour la RDC, en particulier pour la région des Grands Lacs.
5. **Soutenir la société civile congolaise** via des financements souples et accessibles aux acteurs locaux (notamment femmes, jeunes, syndicats et mouvements paysans).
6. **Protéger les défenseur·euse·s des droits humains**, les journalistes et les activistes contre la répression et les atteintes à l'espace civique.
7. **Garantir la participation effective de la société civile** dans tous les processus de paix, pour une sortie de crise juste et durable.



© Ley Uwera - Solsoc 2025

VIOLENCE ET URGENCE HUMANITAIRE À L'EST DE LA RDC

Analyse et position de l'ONG Solsoc.

Depuis novembre 2024, l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) est en proie à une escalade de violences, qui a déjà fait plus de 7.000 morts et entraîné le déplacement de 400.000 personnes¹. Les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, déjà fragilisées par trois décennies de conflits, sont particulièrement touchées. En 2023, la campagne électorale a mis en lumière les contradictions du pays, ses tensions internes, ainsi que le manque de gestion et de contrôle de son président sur l'appareil gouvernemental. Les tensions avec le Rwanda se sont intensifiées, et la prise de contrôle de territoires par l'AFC-M23 a progressé de manière inquiétante. Fin janvier 2025, Goma est tombée sous contrôle de ce groupe rebelle, suivie de Bukavu le 16 février. Dans ce contexte extrêmement volatile, les initiatives diplomatiques se multiplient, mais leur aboutissement reste tributaire de la volonté politique des belligérants, dont les intérêts divergent. Le risque d'un élargissement du conflit à l'échelle régionale est réel. Mais au-delà des dynamiques transfrontalières, ce sont aussi des fractures internes, souvent plus diffuses, qui menacent la stabilité du pays, comme en témoignent les conflits communautaires violents qui secouent d'autres régions de la RDC.

1. UN CONFLIT COMPLEXE ET RÉGIONALISÉ

Le conflit à l'est de la République Démocratique du Congo (RDC) résulte d'un enchevêtrement de tensions géopolitiques, identitaires, sociales et économiques. Sur le terrain, l'AFC-M23 soutenue militairement et logistiquement par le Rwanda, affronte les forces armées congolaises (FARDC), dont l'efficacité est sérieusement limitée par un manque de coordination et des faiblesses structurelles.

Aux côtés des FARDC opèrent des troupes burundaises, des mercenaires étrangers ainsi que des milices locales d'autodéfense, appelées Wazalendo (« Patriote » en Swahili), dont les affiliations et motivations demeurent floues. Le 13 mars, le retrait de la SAMIDRC, une force régionale de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) composée de contingents sud-africains, malawites, et tanzaniens a affaibli davantage cette coalition déjà instable, accentuant l'asymétrie entre les belligérants².

Les causes profondes du conflit en République Démocratique du Congo (RDC) sont nombreuses et complexes. Si la convoitise des ressources naturelles : coltan, or, diamant, joue un rôle central, les tensions trouvent également racine dans des rivalités identitaires locales, des différends historiques non résolus, et des conflits fonciers exacerbés par l'opposition entre droit coutumier et loi foncière.³

À cela s'ajoute, une compétition pour le contrôle des routes commerciales et des zones d'influence régionales entre États de la région. Avec plus de 100 millions d'habitants, un sous-sol extrêmement riche et une position stratégique au cœur de l'Afrique, la RDC attise les convoitises. Des États voisins comme le Rwanda, l'Ouganda ou le Burundi poursuivent des objectifs à la fois économiques et sécuritaires : certains cherchent à neutraliser des groupes armés qu'ils jugent menaçants, d'autres instrumentalisent ces groupes pour renforcer leur influence et certains combinent ces deux logiques, en fonction de leurs intérêts du moment.

La compétition transfrontalière pour l'accès aux ressources congolaises, qu'elles soient minières ou agricoles, repose sur l'optimisation des chaînes d'exportation. Pour maximiser leurs profits, certains États mettent en œuvre des politiques de réduction fiscale, investissent dans le raffinage local ou les infrastructures de transport, et facilitent, parfois sciemment, le commerce informel⁴. Le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda bénéficient ainsi du transit, tant légal qu'illégal, de ressources issues de la RDC, privant Kinshasa de revenus cruciaux et contribuant à l'affaiblissement de son économie⁵.

Malgré la complexité et la multiplicité des facteurs en jeu, la couverture médiatique du conflit en République démocratique du Congo se focalise largement sur le rôle du Rwanda et la contrebande de minerais orchestrée par l'AFC-M23. Cette lecture réductrice occulte une réalité plus nuancée. Si la collusion entre l'AFC et le M23 est bien documentée et constitue un élément majeur de déstabilisation, elle éclipse souvent l'implication d'autres acteurs, tels que les groupes armés locaux, notamment les

Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), les Red-Tabara et les Forces démocratiques alliées (ADF), dont les actions contribuent également à l'insécurité et l'enlisement du pays dans une forme permanente de conflit.

En parallèle, les jeux d'influence ambigus de plusieurs États de la région et même au-delà, parfois soutiens directs, parfois médiateurs, sont rarement analysés en profondeur. Cette simplification du récit médiatique se prolonge dans le champ diplomatique, où les dynamiques locales sont trop souvent négligées.

Le rôle central des chefs coutumiers et des communautés locales, en première ligne face aux violences, est régulièrement négligé dans les initiatives de paix, majoritairement orchestrées à l'échelle régionale ou internationale. Comme le souligne la chercheuse et politologue Séverine Autesserre, cette marginalisation empêche toute compréhension fine des micro conflits enracinés dans des enjeux fonciers, identitaires ou sociaux. En négligeant ces dimensions, les processus de négociation échouent à produire des solutions durables.⁶

II. LE M23 ET LE RÔLE DU RWANDA

Le M23, ou « Mouvement du 23 mars », est apparu en 2012, à l'initiative d'anciens membres du Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP), qui accusaient le gouvernement congolais de ne pas avoir respecté les engagements pris lors des accords du 23 mars 2009.

Pour rappel, le CNDP était un groupe armé à majorité tutsi, actif dans la province du Nord-Kivu entre 2006 et 2009, et qui justifiait sa lutte par la nécessité de protéger les membres de son ethnie alors considérée comme minoritaire. L'accord de 2009 prévoyait sa transformation en parti politique et l'intégration de ses combattants au sein des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC)⁷. Le non-respect de ces engagements, tel que perçu par certains membres du CNDP, a conduit à la formation du M23.

Jusqu'en 2013, la stratégie congolaise de gestion des rébellions a reposé sur l'intégration systématique des milices dans l'armée, leurs chefs obtenant souvent des postes de commandement au sein des grandes unités. Ce processus dit de "brassage" visait à bâtir une armée nationale unifiée. Aujourd'hui plusieurs analystes estiment qu'il a au contraire contribué à son affaiblissement structurel, en favorisant l'infiltration de l'appareil militaire et en permettant à d'anciens rebelles de fomenter de nouvelles insurrections.

Entre 2012 et 2013, le M23 a connu une montée en puissance rapide, prenant le contrôle de plusieurs localités du Nord-Kivu, dont Goma⁸, et ce avec le soutien extérieur du Rwanda. A l'époque, le soutien rwandais avait déjà été documenté par le Groupe d'experts des Nations unies et Human Rights Watch⁹.

2.1 Le Rwanda, en soutien actif à l'AFC-M23 mais pour quelles raisons ?

Kigali a toujours nié toute implication directe ou soutien actif au M23. Toutefois, le gouvernement rwandais n'a jamais caché son hostilité vis-à-vis des FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda), un groupe armé composé en partie d'anciens responsables du génocide des Tutsis de 1994, qu'il accuse de continuer à représenter une menace pour sa sécurité nationale.

Une menace qui reste toutefois relative. En 2016, le Groupe d'experts des Nations unies estimait les FDLR à environ 1 500 combattants, un chiffre qui serait tombé à près de 1 000 aujourd'hui¹⁰. Pour Paul Kagame, leur simple existence suffit à représenter une « menace existentielle ». « Même s'ils sont peu nombreux, pourquoi existent-ils encore, après toutes ces années ? », déclarait-il à *Jeune Afrique* en mars 2024¹¹.

Dans cette logique, le soutien du Rwanda au M23 semble répondre à plusieurs objectifs : contenir les FDLR, renforcer son influence régionale et protéger ses intérêts économiques transfrontaliers. Plus

généralement, Kigali cherche à s'imposer comme une puissance régionale et un partenaire sécuritaire fiable. En projetant son influence militaire au-delà de ses frontières, notamment au Mozambique, en Centrafrique, le petit État entend se positionner comme un pôle de stabilité, avec lequel les puissances internationales peuvent négocier des partenariats durables¹².

Enfin, un élément moins souvent évoqué est la forte pression démographique que connaît le Rwanda. Combinée à l'exiguïté de son territoire, elle entraîne une raréfaction des terres, accentuée par l'émiettement foncier successif entre les générations. Cette situation constitue une source potentielle de tensions internes et pourrait, selon la lecture, expliquer une ambition d'expansion territoriale de la part de Kigali.

2.2 La reprise des armes par l'AFC-M23

Après sa défaite en 2013 face aux FARDC et à la MONUSCO, le M23 s'est replié en Ouganda et au Rwanda. Il a repris les armes qu'en 2021, après l'échec de pourparlers discrets avec le gouvernement de Félix Tshisekedi¹³. La résurgence du M23 s'est d'abord opérée depuis l'Ouganda, un fait qui nuance la focalisation presque exclusive sur le rôle du Rwanda. Depuis, les revendications se sont élargies, dépassant les questions identitaires et sécuritaires pour inclure des thématiques plus larges telles que la lutte contre la corruption, la réforme de l'armée et d'autres enjeux nationaux.

Le 15 décembre 2023, l'alliance entre Corneille Nangaa et le M23, concrétisée par la création de l'Alliance Fleuve Congo (AFC) – M23, a ajouté une nouvelle dimension au conflit¹⁴. Ancien président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Nangaa est une figure controversée, notamment pour son rôle dans les élections contestées de 2018. En radicalisant son discours et en appelant ouvertement au renversement de Félix Tshisekedi par la force, il a fait émerger l'idée que les ambitions de l'alliance AFC-M23 pourraient dépasser un contrôle régional pour viser un changement de pouvoir au sommet de l'État¹⁵.

Pour justifier son action, Corneille Nangaa invoque notamment l'article 64 de la Constitution, qui stipule que « tout Congolais a le devoir de faire échec à tout individu ou groupe d'individus qui prend le pouvoir par la force ou l'exerce en violation des dispositions de la présente Constitution ».

Désormais, les ambitions de l'alliance AFC-M23 semblent aller au-delà du simple contrôle territorial pour viser un changement de régime. Mais ce projet est risqué. D'autant que, selon plusieurs sources, dont le Groupe d'experts des Nations Unies, l'AFC-M23 reste fortement dépendante du soutien de l'armée rwandaise (RDF), qui lui assure une supériorité militaire grâce à des équipements sophistiqués et une logistique bien rodée¹⁶.

Pour nombre d'analystes, cette stratégie n'est pas sans rappeler celle de 1997. À l'époque, Laurent-Désiré Kabila, avec l'appui du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi, avait renversé le régime de Mobutu. Une campagne militaire initialement présentée comme une opération contre les génocidaires hutus réfugiés en RDC, mais qui s'était transformée en guerre de conquête.

Toutefois, la comparaison a ses limites. Mobutu incarnait un pouvoir autoritaire et clientéliste. Tshisekedi, malgré les controverses qui entourent son élection, est arrivé au pouvoir par les urnes. Cette légitimité, bien que fragile, constitue une différence importante dans un pays où l'histoire politique est rythmée par les coups d'État (1965, 1997), les assassinats politiques (Lumumba en 1961, Laurent-Désiré Kabila en 2001) et les conflits armés.

En janvier 2025, le M23 s'est emparé de Goma avant de progresser vers le Sud-Kivu et prendre le contrôle de Bukavu à la mi-février. Au Nord-Kivu, les rebelles ont annoncé leur retrait de Walikale-centre le 22 mars, après en avoir brièvement pris le contrôle, mais ce geste semble davantage relever d'un repositionnement tactique que d'un réel retrait.¹⁷ Ce départ semble toutefois davantage correspondre à un repositionnement stratégique qu'à un véritable retrait. D'après une autre lecture de la situation, la

présence d'une compagnie minière américaine dans la région aurait constitué un facteur décisif dans cette décision, les rebelles ayant potentiellement cherché à éviter toute confrontation susceptible de susciter une réaction diplomatique ou militaire des États-Unis ou de leurs partenaires, compte tenu des intérêts économiques en jeu.

À ce jour, ni l'AFC-M23 ni le Rwanda ne montrent de signe clair d'un désengagement durable. L'évolution du conflit reste incertaine, avec plusieurs scénarios en jeu : la consolidation d'un contrôle total sur les Kivu, une offensive plus large vers Kinshasa, ou encore une régionalisation du conflit, avec un risque d'embrassement si les combats s'étendent aux abords des frontières du Burundi ou de l'Ouganda.

Dans ce contexte de tension militaire persistante, les pistes diplomatiques peinent à se concrétiser et les objectifs réels de l'AFC-M23 demeurent flous. Une rencontre cruciale, prévue le 18 mars 2025 entre Kinshasa et des représentants de l'AFC-M23, sous médiation angolaise, devait permettre d'éclaircir leurs intentions. Son annulation a marqué un revirement de situation, alimentant un climat d'incertitude quant à la faisabilité d'une issue négociée. Début avril 2025, l'attention s'est déplacée vers Doha, où des représentants politico-militaires de la RDC, de l'AFC-M23 et du Rwanda s'efforcent sous l'égide du Qatar d'entamer des pourparlers. Cette nouvelle initiative court-circuite directement les efforts entrepris par la présidence angolaise. À voir si elle ouvrira la voie à un dialogue inédit, ou, au contraire, consacrera l'impasse actuelle.

III. DES CONFLITS COMMUNAUTAIRES VIOLENTS ET OUBLIÉS AUX QUATRE COINS DU PAYS

Si l'attention médiatique et diplomatique se focalise principalement sur l'Est du pays, les violences qui secouent la République démocratique du Congo ne s'y limitent pas. Le pays est traversé par une multitude de conflits, souvent éclipsés par la dimension régionale et internationale de la guerre dans les provinces orientales. Ces affrontements

dits «communautaires», enracinés dans des rivalités identitaires et foncières, révèlent l'incapacité persistante de l'État à assurer la sécurité, la justice sociale et la cohésion nationale¹⁸.

À Kwamouth, dans la province de Mai-Ndombe, un conflit foncier entre les Tékés et les Yakas a dégénéré en violences meurtrières, faisant des milliers de morts et déplacés. L'irruption de milices armées a étendu les violences jusqu'aux portes de Kinshasa. Plus au nord, dans la Tshopo, un affrontement similaire entre les Mbole et les Lengola, déclenché par l'attribution contestée de terres à une entreprise, entraîne des scènes de violences comparables. À l'est, en Ituri, les groupes armés ADF et Codeco continuent de commettre des atrocités contre les civils, aggravant une crise humanitaire déjà critique, malgré une présence militaire censée rétablir l'ordre. Au Sud, les tensions historiques entre Kasaiens et Katangais refont surfaces alimentées par des clivages politiques, des frustrations historiques et l'effondrement de l'autorité centrale.

Ces conflits, souvent perçus comme secondaires ou localisés, témoignent d'un délitement plus profond et généralisé du tissu social congolais. Ils rappellent que la crise congolaise ne peut être réduite aux seules velléités hégémoniques d'un ennemi « commun » tel que le Rwanda, mais que son étendue est plus enracinée, plus diffuse, touchant l'ensemble du territoire.

IV. SITUATION HUMANITAIRE

Depuis janvier 2025, la crise humanitaire en République Démocratique du Congo (RDC) s'est considérablement dégradée. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM), 28 millions de personnes sont maintenant confrontées à la faim aiguë, dont 3,9 millions de personnes menacées par des niveaux de faim d'urgence¹⁹.

Les prises de Goma et Bukavu par l'AFC-M23 ont intensifié les souffrances, provoquant des

milliers de morts et des déplacements massifs de population²⁰.

La militarisation massive de la région, tout acteurs confondus, compromet la production agricole, perturbe les routes commerciales et complique l'acheminement de l'aide humanitaire. La fermeture des banques et des aéroports de Goma et Kavumu paralyse les échanges et les approvisionnements²¹. Parallèlement, l'inflation et les perturbations des chaînes d'approvisionnement ont entraîné une hausse significative des prix des denrées alimentaires, aggravant la précarité des populations.

Le HCR a souligné que le manque de financement ébranle les efforts humanitaires, limitant la reconstruction des infrastructures pour les déplacés internes et réduisant l'accès à l'aide alimentaire, sanitaire et de protection²². Cette situation a laissé les personnes les plus vulnérables, notamment les enfants non accompagnés, les femmes et les victimes de violences sexuelles, sans soutien adéquat. En 2024, plus de 130 000 cas de violences sexuelles ont été enregistrés en République démocratique du Congo, dont plus de 70 % à l'est du pays, selon l'UNFPA. « Les femmes et les filles sont utilisées pour anéantir les sociétés », déplore Mady Biaye, représentant de l'agence onusienne en RDC.²³ Dans un contexte où les violences sexuelles sont utilisées comme arme de guerre pour détruire le tissu communautaire, l'absence de services spécialisés aggrave encore la détresse des survivantes. Les déplacements massifs de population posent également un problème majeur, tant humanitaire que sécuritaire. En l'absence de prise en charge adéquate, les mouvements de population risquent à leur tour d'alimenter des tensions dans les provinces voisines telles que la Tshopo, le Maniema ou encore le Tanganyika.

La crise dépasse désormais les frontières congolaises. En Ouganda, plus de 40 000 réfugié-e-s congolai-se-s sont arrivés depuis le début de l'année, entraînant une hausse significative des besoins en eau potable, en abris et en soins de santé²⁴. Les centres d'accueil sont désormais saturés, et

le manque de financement exerce une pression considérable sur les infrastructures sanitaires, aggravant notamment les cas de malnutrition infantile. Au Burundi, déjà confronté à une profonde crise économique et politique, la situation est similaire : les capacités d'accueil sont au bord de l'effondrement²⁵.

En février 2025, un tournant dramatique a été franchi avec la suspension brutale de l'aide américaine. Elle a entraîné l'arrêt immédiat de programmes vitaux, exposant des milliers de personnes à des risques accrus. Cela signifie, très concrètement, la fin de services essentiels, comme l'accès aux soins post-viol pour les femmes violées dans un pays où l'avortement reste interdit, la suspension des campagnes de vaccination, ou encore l'arrêt des initiatives de prévention contre le virus du Mpox.²⁶

En 2025, l'Union européenne a alloué 60 millions d'euros d'aide humanitaire à la République démocratique du Congo, avec un engagement supplémentaire de 40 millions, sous réserve d'approbation budgétaire. L'aide est principalement dirigée vers l'est de la RDC, où les conflits se poursuivent, avec des interventions dans les domaines de la nutrition, de la santé d'urgence, de l'hygiène, de la protection et de l'éducation.

L'UE a également lancé un nouveau pont aérien humanitaire en 2025, livrant 44 tonnes d'aide aux populations vulnérables dans les zones difficiles d'accès.

Cependant, une limite majeure persiste : l'aide peine à atteindre les petites structures locales. Celles-ci, bien qu'en première ligne et souvent seules présentes dans les zones où la sécurité fait défaut, sont largement exclues des financements en raison de lourdeurs administratives et de critères trop rigides. Cette centralisation de l'aide vers de grandes ONG internationales nuit à l'efficacité et à la réactivité de la réponse humanitaire sur le terrain.

Témoignage (anonyme) d'un partenaire de Solsoc :

À Bukavu et dans ses environs, une accalmie apparente masque une réalité tragique. La situation humanitaire se détériore chaque jour, avec la région fermée et le système bancaire paralysé. Les coopératives et initiatives d'économie sociale et solidaire rapportent que de nombreux outils de production ont été détruits ou pillés par les belligérants, et les familles déplacées ont tout perdu, se retrouvant dans un dénuement total.

La saison B (période de semis entre février et avril, correspondant au début de la petite saison des pluies favorable aux cultures), essentielle pour la subsistance, n'a pas commencé en raison du manque de semences et de la pénurie alimentaire dans les familles d'accueil. Les véhicules des ONG ne circulent plus à Bukavu, à cause des risques de ravissements, et les habitants vivent sous la menace constante de vols et d'agressions nocturnes, l'absence de forces de sécurité rendant la situation encore plus précaire. Malgré tout, nous essayons de tenir, portés par la volonté de survivre et de reconstruire, même dans cette épreuve écrasante.

V. SITUATION DES DÉFENSEUR·EUSE·S DES DROITS HUMAINS ET DES JOURNALISTES, HRW :

La société civile congolaise fait face en interne à un espace civique de plus en plus restreint, marqué par des pressions sur les journalistes, activistes et opposants politiques. L'occupation de Goma et Bukavu par le M23 a aggravé cette situation, forçant plusieurs défenseur·euse·s des droits humains (DDH) à fuir sous la menace des rebelles et des autorités. Human Rights Watch (HRW) dénonce des exécutions sommaires et violences sexuelles attribuées au M23, avec un soutien présumé du Rwanda, et appelle à une réponse internationale plus ferme pour protéger ces acteurs et la population civile.²⁷

Au mois d'avril, à la suite d'un événement organisé avec des membres de la société civile congolaise en exil, le réseau Europe-Afrique centrale (EurAc), dont Solsoc est membre, a lancé un appel urgent intitulé « **La société civile congolaise est en danger** »²⁸. Près d'un an après un premier communiqué²⁹ sur l'érosion de l'espace civique en RDC, cet appel dénonce, la répression accrue des défenseur·euse·s des droits humains, dans un contexte de guerre, de violences sexuelles massives et de criminalisation du travail civique. EurAc et ses membres rejoignent les constats de HRW et appellent l'Union européenne, ainsi que l'ensemble des partenaires internationaux, à adopter sans délai des mesures concrètes et durables pour soutenir, financer et protéger la société civile congolaise dans toute sa diversité.

VI. INITIATIVES DIPLOMATIQUES ET SANCTIONS

L'accord de cessez-le-feu signé le 30 juillet 2024 entre Kinshasa et Kigali n'a pas suffi à enrayer la spirale de violences dans l'est de la RDC. Malgré les engagements pris, les affrontements se sont poursuivis sur le terrain, aggravant une situation sécuritaire déjà critique. Le sommet régional tenu le 9 février 2025 à Dar es Salaam, réunissant des représentants de l'EAC, de la SADC et des Nations unies, n'a pas permis de dégager une dynamique de désescalade.

Le 21 février 2025, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité une résolution appelant les rebelles du M23 à cesser immédiatement leur offensive dans l'est de la RDC et exhortant les forces rwandaises à cesser leur soutien au M23 et à se retirer du pays³⁰.

En réaction au soutien présumé du Rwanda au M23, le Royaume-Uni, le Canada et l'Allemagne ont suspendu leur aide au développement, ce qui représente à peu près 100 millions d'euros par an, soit moins de 10 % de l'aide au développement que le pays reçoit chaque année³¹. Cette pression rappelle la situation de 2012, lorsque des sanctions similaires avaient contraint le M23 à se retirer de Goma après plusieurs jours d'occupation. Cependant, le contexte

a changé : l'aide internationale représentait près de 40% du budget rwandais, contre environ 30% aujourd'hui³². Par ailleurs, l'émergence des Brics, le retour de Donald Trump, le recul de l'influence onusienne, la guerre en Ukraine et en Palestine rendent le Rwanda moins réceptif aux pressions venues des capitales occidentales.

L'Union européenne, quant à elle, fait face à de vives critiques. Bien qu'elle condamne officiellement le rôle de Kigali dans la crise, elle continue de financer l'armée rwandaise au Mozambique et maintient un protocole d'accord sur les minerais stratégiques avec un pays accusé de piller les ressources congolaises. Une contradiction dénoncée tant par les parlementaires européens que par la société civile.

L'inaction de l'UE, couplée à un double discours flagrant, a alimenté l'indignation de l'opinion congolaise, culminant le 28 janvier 2025 avec des manifestations devant plusieurs ambassades à Kinshasa. Ce n'est que le 13 février que le Parlement européen a réagi, en appelant à des sanctions ciblées contre le Rwanda. La Commission européenne a ensuite sanctionné certaines personnalités, dont une figure clé du secteur minier rwandais, mais a maintenu son protocole d'accord sur les minerais dits « critiques », en dépit des demandes de suspension portées notamment par la Belgique.

En réaction, Kigali a suspendu l'aide belge, avant de rompre complètement ses relations diplomatiques avec celle-ci, l'accusant d'être le principal porteur des intérêts congolais au sein de l'Union européenne. Dans son communiqué, le ministère rwandais des Affaires étrangères a également évoqué le passé colonial, accusant la Belgique d'avoir joué un rôle historiquement destructeur en alimentant un extrémisme ethnique qui, selon Kigali, a contribué à l'émergence des conditions ayant conduit au génocide des Tutsis en 1994³³. Cette décision de rupture a été jugée disproportionnée par le ministre belge des Affaires étrangères, Maxime Prévot³⁴.

Outre les mesures européennes, le Trésor américain a également sanctionné plusieurs acteurs du conflit, dont James Kabarebe, ministre rwandais, et Lawrence Kanyuka, porte-parole du M23, pour leur rôle présumé dans l'instabilité en RDC.

Dans ce contexte diplomatique tendu, le président Félix Tshisekedi a profité d'une interview sur Fox News pour partager son intention de conclure un accord minier avec Washington en échange d'un appui sécuritaire renforcé. Cette proposition fait écho à un accord similaire envisagé quelques semaines plus tôt entre l'Ukraine et les États-Unis.

Dans le même temps, la Maison-Blanche annonçait des mesures immédiates pour accroître la production de minerais sur le sol américain, tandis que la Commission européenne dévoilait une liste de 47 projets stratégiques visant à mieux exploiter les terres rares et matériaux critiques en Europe³⁵. De son côté, la Chine, très présente en République démocratique du Congo, annonçait une aide humanitaire d'un million de dollars ainsi qu'un appui technique pour accompagner plusieurs projets d'infrastructures³⁶.

Ces dynamiques parallèles confirment l'intensification de la course mondiale aux ressources minières, dans laquelle la RDC, en raison de l'abondance et de la diversité de ses gisements, occupe une place hautement stratégique.

VII. PERSPECTIVES DE PAIX

Jusqu'à présent, les tentatives de résolution du conflit en République Démocratique du Congo se sont principalement appuyées sur des initiatives de médiation régionale. L'Angola, sous l'impulsion du président João Lourenço, a tenté d'endosser un rôle de médiateur entre la RDC et le Rwanda. Toutefois, les profondes divergences, tant sur les causes du conflit que sur les modalités d'une désescalade, ont empêché tout progrès significatif.

Le président congolais, Félix Tshisekedi, a écarté toute possibilité de dialogue direct avec le M23, qu'il considère comme une organisation terroriste,

et a exprimé son souhait d'échanger bilatéralement avec son homologue rwandais, Paul Kagame. Ce dernier, pour sa part, a constamment affirmé que le M23 relevait d'un problème purement congolais, devant être traité par Kinshasa elle-même.

7.1 Luanda et Nairobi

Les processus de paix lancés à Luanda et à Nairobi en 2022 se sont rapidement retrouvés dans l'impasse face à l'évolution de la situation. Lors du sommet conjoint de la SADC et de l'EAC, tenu le 8 février 2025, une proposition de fusion des deux démarches a été avancée afin de mieux coordonner les efforts diplomatiques et d'éviter les duplications. Le processus de Nairobi, conduit par l'EAC, visait à démanteler les groupes armés opérant dans l'Est de la RDC par le biais de négociations. Toutefois, cette initiative a progressivement été affaiblie par l'alliance de circonstance entre les FARDC et plusieurs groupes armés locaux, compromettant la logique même de désarmement.

Le processus de Luanda, centré sur la réduction des tensions entre Kigali et Kinshasa, a également perdu en crédibilité après, l'échec du sommet tripartite RDC-Rwanda-Angola de décembre 2022. La dynamique régionale censée les relancer s'essouffle, tandis que d'autres initiatives émergent.

7.2 CENCO-ECC

Face à l'impasse institutionnelle, les Églises catholique et protestante, à travers la CENCO (Conférence épiscopale nationale du Congo) et l'ECC (Église du Christ au Congo), ont proposé un « **Pacte social pour la paix** ». Cette initiative se distingue par sa volonté d'élargir le cadre des discussions en s'attaquant aux causes structurelles du conflit : mauvaise gouvernance, accès à la terre, marginalisation de certaines communautés et conflits persistants dans plusieurs régions du pays.

Ce pacte se veut inclusif. Il vise à associer l'ensemble des forces influentes de la vie nationale, acteurs politiques, religieux, représentants de la société civile, voire certains groupes armés, dans

une dynamique de pacification à la fois nationale et régionale. Cette initiative entend poser les bases d'un dialogue élargi, sans exclusion de principe, et créer un espace de concertation propice à une sortie durable de crise, avec le soutien de partenaires régionaux et internationaux.

Sur le plan diplomatique, la tournée régionale et internationale menée, au mois de mars, par la CENCO et l'ECC a suscité une attention notable. Toutefois, la réussite de cette démarche dépendra avant tout de la volonté politique des différentes parties prenantes. Le principal défi reste de concilier des intérêts divergents, tout en tenant compte de l'ampleur des violences passées et du besoin de justice exprimé par les populations.

Afin d'éviter les erreurs du passé, il est essentiel que la CENCO et l'ECC ne cherchent pas à monopoliser la parole de la société civile. Elles devront au contraire travailler en étroite collaboration avec ses multiples composantes : autres confessions religieuses, représentant·e·s des communautés locales, leaders associatifs et acteurs de terrain.

La société civile congolaise, bien que dynamique et engagée, est profondément hétérogène, ce qui rend toute représentation unifiée difficile. Sans une participation réellement pluraliste, ou en cas de pilotage perçu comme trop centralisé par CENCO-ECC, cette initiative pourrait être jugée partielle et raviver les tensions au lieu de les apaiser.

7.3 Un gouvernement d'union nationale

Dans ce contexte déjà tendu, Félix Tshisekedi a proposé la formation d'un gouvernement d'union nationale afin de favoriser un large consensus politique et social. Toutefois, malgré quelques gestes d'ouverture, tels que la libération de certains opposants, aucun acteur politique majeur n'a, à ce jour, manifesté de volonté claire de s'y associer, préférant sans doute la médiation des Églises pour fédérer le pays.³⁷

7.4 Un sursaut à Doha

Un tournant discret, mais significatif a eu lieu le 19 mars 2025, lors d'une rencontre confidentielle à Doha entre les présidents Tshisekedi et Kagame. Cette réunion, organisée en dehors des cadres diplomatiques traditionnels, visait à négocier un cessez-le-feu et à relancer les discussions en vue d'une sortie de crise dans l'Est de la RDC.

Cet échange bilatéral a surpris de nombreuses parties prenantes : opposition politique, autorités religieuses, société civile et acteurs régionaux, qui doivent désormais reconsidérer leurs positions face à cette nouvelle dynamique. Ce revirement soulève plusieurs interrogations sur l'avenir des initiatives en cours, leur possible complémentarité, leur redéfinition ou leur marginalisation.

Depuis le début de cette crise, la méfiance persistante entre les parties a freiné tout véritable progrès. Aujourd'hui, la volonté d'engager des discussions directes apporte une lueur d'espoir.³⁸ Le 23 avril 2025, les délégations de Kinshasa et du M23/AFC, réunies à Doha sous médiation qatarie, ont conclu une trêve devant conduire à un cessez-le-feu effectif au Nord-Kivu et au Sud-Kivu, en réaffirmant leur attachement à une cessation immédiate des hostilités et à un dialogue constructif sur les causes profondes du conflit.³⁹ Cet engagement ouvre une fenêtre d'opportunité fragile, dans un contexte où la transparence et l'inclusivité du processus restent décisives pour éviter la répétition des échecs passés.

7.5 Le processus de Washington

En parallèle, le **processus de Washington**, conduit par les États-Unis, vise à articuler un accord de paix entre la RDC et le Rwanda à un partenariat stratégique autour des minerais critiques (tantale, tungstène, étain, cobalt). L'objectif est double : stabiliser la région des Grands Lacs et sécuriser l'approvisionnement américain en minerais essentiels à l'industrie technologique, dans un contexte de rivalité croissante avec la Chine. Pour coordonner ce processus complexe mêlant enjeux

sécuritaires et économiques, Kinshasa a mis en place une cellule de coordination stratégique composée de membres du gouvernement, de juristes spécialisés et d'experts miniers. Les négociations, soutenues par Washington, devraient aboutir à un accord global en juin 2025, conditionné à des avancées sur le plan sécuritaire et à une coopération renforcée sur l'exploitation et la transformation des ressources naturelles congolaises. Malgré les avancées diplomatiques observées à Doha et à Washington, la stratégie actuelle soulève de profondes inquiétudes quant à la souveraineté réelle de la RDC sur ses ressources et à la sincérité des engagements des belligérants. La proposition d'un gouvernement d'union nationale reste largement théorique, faute d'un dialogue politique inclusif et crédible.

À Doha, les discussions bilatérales, bien que porteuses d'espoir, ont été menées dans l'opacité, en excluant des acteurs clés comme la société civile et les forces politiques d'opposition. Le processus de Washington, quant à lui, semble avant tout motivé par les intérêts géostratégiques et économiques des États-Unis, risquant de reconduire un modèle

extractiviste au détriment du développement et de la transformation locale.

Dans ce paysage complexe, l'initiative conjointe de la **CENCO** et de l'**ECC**, à travers le **Pacte social pour la paix**, apparaît comme la voie la plus prometteuse. En élargissant le cadre des discussions aux causes structurelles du conflit et en promouvant une approche réellement inclusive, elle offre une alternative plus enracinée dans les réalités congolaises.

Toutefois, pour que cette démarche réussisse, il est impératif qu'elle accorde **une place claire, pleine et autonome à la société civile**, en tant que représentante directe des besoins et aspirations des populations. La société civile ne doit pas être reléguée au rôle de simple relais des Églises, ni voir sa diversité écrasée par une approche centralisée.

C'est en assurant une participation pluraliste, équilibrée et respectueuse de toutes les voix que ce pacte pourra réellement poser les bases d'une paix durable et légitime.



VIII. POSITION DE SOLSOC ET DE SES PARTENAIRES

Depuis le début de la crise, Solsoc mène un plaidoyer actif en collaboration avec le réseau EURAC et la plateforme Afrique centrale coordonnée conjointement par le CNCD et 11.11.11. L'escalade de la violence a mis en lumière plusieurs revendications clés, adressées depuis plusieurs mois à l'UE et à la Belgique :

1. Abrogation du protocole d'accord entre l'UE et le Rwanda concernant l'exploitation des minerais.
2. Suspension de toute coopération militaire avec le Rwanda, en particulier l'arrêt du financement de l'armée rwandaise via la Facilité européenne pour la Paix (FEP), afin de prévenir un soutien indirect à des opérations militaires en RDC.
3. Mise à jour de la liste des sanctions ciblées contre les responsables de violations graves des droits humains et de crimes de guerre, avec une attention particulière portée aux violences sexuelles liées au conflit.
4. Augmentation des contributions financières au plan de réponse humanitaire pour la RDC et des financements spécifiquement dédiés à la région des Grands Lacs.
5. Renforcement du soutien à la société civile, en particulier aux femmes, aux jeunes, aux syndicats et aux mouvements paysans, en fournissant un financement transparent et flexible via le « Civic Space Initiative ». Ce soutien doit être adapté aux contextes fragiles et inclure les acteurs locaux dans le développement des instruments financiers.
6. Adoption d'une stratégie diplomatique cohérente pour protéger les défenseurs des droits humains (DDH), en appliquant les lignes directrices de l'UE pour intervenir contre la criminalisation des journalistes, des syndicats et des DDH, et garantir un espace sécurisé pour ces derniers, tout en renforçant l'engagement de l'UE envers leurs droits.
7. Soutien à la participation de la société civile dans les processus de paix, afin de garantir que les bases d'une paix durable reposent sur un débat large et ouvert entre les parties prenantes.

1. Dernières publications de Solsoc et ses partenaires :

- 30 janvier 2025 (situation sécuritaire à Goma) : [Appel urgent à l'action suite à la chute de Goma](#).
- 21 novembre 2024 (soutien financier UE-Rwanda) : [Communiqué du réseau EURAC sur l'annonce d'un nouveau soutien financier au Rwanda](#).
- 2 septembre 2024 (nomination du RSUE) : [L'UE doit intensifier ses efforts dans les Grands Lacs](#).
- Juillet 2023 : [Plan stratégique 2024-2029](#)

NOTES DE FIN

- 1 Nations Unies. (2025, 24 janvier). Les combats dans l'est de la RDC ont fait plus de 400 000 déplacés depuis le début de l'année. Nations Unies. <https://peacekeeping.un.org/fr/les-combats-dans-lest-de-la-rd-congo-ont-fait-plus-de-400000-deplaces-depuis-le-debut-de-lannee>
- 2 Radio Okapi. (2025, 13 mars). La SADC met fin au mandat de la SAMIDRC et ordonne le retrait progressif de ses troupes de la RDC. Radio Okapi. <https://www.radiookapi.net/2025/03/13/actualite/securite/la-sadc-met-fin-au-mandat-de-la-samidrc-et-ordonne-le-retrait>
- 3 ASSODIP, DIIS, & IPIS. (2024, 4 avril). Le M23 « version 2 » : Enjeux, motivations, perceptions et impacts locaux. IPIS Research. <https://ipisresearch.be/fr/publication/le-m23-version-2-enjeux-motivations-perceptions-et-impacts-locaux/IPIS+6>
- 4 Ibid.
- 5 Ibid.
- 6 Autesserre Séverine, « DR Congo : Explaining Peace Building Failures, 2003-2006 », Annuaire de l'Afrique des Grands Lacs, 2007–2008. Disponible sur : <https://medialibrary.uantwerpen.be/oldcontent/container2143/files/Publications/Annuaire/2007-2008/09-Autesserre.pdf>
- 7 ASSODIP, DIIS, & IPIS, *op. cit.*
- 8 Ibid.
- 9 Nations Unies, Additif au rapport d'étape du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, doc. S/2012/348/Add.1, <https://docs.un.org/fr/S/2012/348/Add.1> et Human Rights Watch, RD Congo : Les rebelles du M23 commettent des crimes de guerre, 10 septembre 2012, <https://www.hrw.org/fr/news/2012/09/10/rd-congo-les-rebelles-du-m23-commettent-des-crimes-de-guerre>
- 10 Romain Gras, « RDC : que reste-t-il des FDLR dans l'Est ? », Jeune Afrique, 6 janvier 2025. Disponible à l'adresse : <https://www.jeuneafrique.com/1639204/politique/rdc-que-reste-t-il-des-fdlr-dans-lest/>
- 11 François Soudan et Jeanne Le Bihan, « Paul Kagame : “Tshisekedi est capable de tout, sauf de mesurer les conséquences de ce qu'il dit” », Jeune Afrique, 25 mars 2024. Disponible à l'adresse : <https://www.jeuneafrique.com/1548551/politique/paul-kagame-tshisekedi-est-capable-de-tout-sauf-de-mesurer-les-consequences-de-ce-quil-dit/>
- 12 Erik Kennes, « La RDC face au risque d'une guerre régionale », Le Monde diplomatique, mai 2024. En ligne : <https://www.monde-diplomatique.fr/2024/05/KENNES/66880>

- 13 « Quand la présidence Tshisekedi négociait la reddition du M23 avec un million de dollars », *Africa Intelligence*, 17 novembre 2022. Disponible sur : <https://www.africaintelligence.fr/afrique-centrale/2022/11/17/quand-la-presidence-tshisekedi-negociait-la-reddition-du-m23-avec-un-million-de-dollars.109865216-gra>
- 14 Vincent Duhem, « Corneille Nangaa s’allie avec le M23 pour créer une plateforme politique », *Jeune Afrique*, 15 décembre 2023, <https://www.jeuneafrique.com/1515492/politique/corneille-nangaa-annonce-la-creation-dune-plateforme-politique-avec-le-m23/>
- 15 Wendy Bashi, « RDC-Rwanda : quelles voies pour sortir de la crise ? », *Deutsche Welle*, 29 janvier 2025. Disponible sur : <https://www.dw.com/fr/rdc-rwanda-queelles-voies-pour-sortir-de-la-crise/a-71450290>
- 16 Conseil de sécurité des Nations Unies. (2024, 27 décembre). Rapport de mi-mandat du Groupe d’experts sur la République démocratique du Congo, S/2024/969. Disponible sur : <https://docs.un.org/fr/S/2024/969>
- 17 France 24, « Conflit dans l’est de la RD Congo : une rencontre Kinshasa-M23 à Doha », *France 24*, 9 avril 2025, <https://www.france24.com/fr/vidéo/20250409-conflit-dans-l-est-de-la-rd-congo-une-rencontre-kinshasa-m23-à-doha>
- 18 Benoit Feyt, « Mai-Ndombe, Tshopo, Ituri : ces autres conflits oubliés qui déchirent la RDC », *RTBF*, 2 février 2024, <https://www.rtf.be/article/mai-ndombe-tshopo-ituri-ces-autres-conflits-oublies-qui-dechirent-la-rdc-11529825>.
- 19 ONU Info, RDC : l’ONU appelle à une action urgente pour éviter une crise alimentaire majeure, 27 mars 2025. Disponible sur : <https://news.un.org/fr/story/2025/03/1154341>
- 20 INTERSOS, « DRC: M23 rebel advance in South Kivu worsens humanitarian crisis », 15 février 2025, <https://www.intersos.org/en/drc-m23-rebel-advance-in-south-kivu-worsens-humanitarian-crisis/> (consulté le 16 avril 2025).
- 21 Jeune Afrique, « Est de la RDC : dans Goma sans cash, le M23 sous pression », *Jeune Afrique*, 14 avril 2025, <https://www.jeuneafrique.com/1678758/politique/est-de-la-rdc-dans-goma-sans-cash-le-m23-sous-pression/> (consulté le 16 avril 2025).
- 22 Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), « La crise en République démocratique du Congo empire au moment où le secteur humanitaire subit des coupes budgétaires », 23 mars 2025, <https://www.unhcr.org/be/actualites/points-de-presse/la-crise-en-republique-democratique-du-congo-empire-au-moment-ou-le>.
- 23 ONU Info, « RDC : les avancées des rebelles du M23 vers le Sud-Kivu aggravent la crise humanitaire », 15 mars 2025, <https://news.un.org/fr/story/2025/03/1153771>
- 24 ONU Info, « Conflit en RDC : l’Ouganda peine à gérer l’afflux massif de réfugiés congolais », *ONU Info*, 8 avril 2025, <https://news.un.org/fr/story/2025/04/1154596>

- 25 TV5Monde, « République démocratique du Congo : 42 000 personnes ont rejoint le Burundi en deux semaines », TV5Monde, 21 février 2025, <https://information.tv5monde.com/afrique/rdc-42000-personnes-ont-fui-au-burundi-en-2-semaines-selon-lonu-2763678> (consulté le 16 avril 2025).
- 26 Braeckman, Colette. RD Congo : la fin de l'aide américaine paralyse le secteur de la santé et aggrave la crise humanitaire, Le Soir, 16 avril 2025. Disponible sur : <https://www.lesoir.be/669548/article/2025-04-16/rd-congo-la-fin-de-laide-americaine-paralyse-le-secteur-de-la-sante-et-aggrave>
- 27 Human Rights Watch. (2025, 12 mars). RD Congo : Le M23 soutenu par le Rwanda cible des journalistes et des activistes. <https://www.hrw.org/fr/news/2025/03/12/rd-congo-le-m23-soutenu-par-le-rwanda-cible-des-journalistes-et-des-activistes>
- 28 EurAc, « RDC : Appel urgent face à la chute de Goma », communiqué, février 2025, <https://www.cncd.be/IMG/pdf/2025-02-communique-reseau-eruac-rdc-chute-goma.pdf> (consulté le 28 avril 2025).
- 29 EurAc, La société civile congolaise sous pression : les membres du réseau EurAc alertent sur l'érosion de l'espace civique en République Démocratique du Congo (RDC), Déclaration, 24 juin 2024, [en ligne] : https://www.eurac-network.org/sites/default/files/declaration_eurac_-_retrecissement_de_lespace_civique_en_rdc_24.06.2024.pdf
- 30 Nations Unies, RDC : l'ONU s'alarme de la montée des violences dans l'Est et appelle à un cessez-le-feu immédiat, 7 février 2025. Disponible sur : <https://news.un.org/fr/story/2025/02/1153331>
- 31 Jeune Afrique. (2024, 26 mars). Est de la RDC : pour le Rwanda, la douche froide des suspensions d'aides. Jeune Afrique. <https://www.jeuneafrique.com/1665411/economie-entreprises/est-de-la-rdc-pour-le-rwanda-la-douche-froide-des-suspensions-daides/>
- 32 Jeune Afrique. (2024, 26 mars). Est de la RDC : pour le Rwanda, la douche froide des suspensions d'aides. Jeune Afrique. <https://www.jeuneafrique.com/1665411/economie-entreprises/est-de-la-rdc-pour-le-rwanda-la-douche-froide-des-suspensions-daides/>
- 33 RTBF. « Le Rwanda sort la carte du néocolonialisme face à la Belgique : "C'est un peu démagogique" », 12 avril 2025. Consulté le 16 avril 2025. <https://www.rtb.be/article/le-rwanda-sort-la-carte-du-neocolonialisme-face-a-la-belgique-c-est-un-peu-demagogique-11520226>.
- 34 La Libre Belgique, « Violences dans l'est de la RDC : Maxime Prévot dénonce la diffusion de fake news pour saper l'image de la Belgique », 26 mars 2025, <https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/2025/03/26/violences-dans-lest-de-la-rdc-maxime-prevot-denonce-la-diffusion-de-fake-news-pour-saper-limage-de-la-belgique-OSXGW4ETKRHILDTSD6HQNJQLQ/>.
- 35 Valenrtin Ledroit, « Terres rares et matériaux critiques : où se situent les 47 projets stratégiques de l'UE ? », Toute l'Europe, 26 mars 2025, consulté le 16 avril 2025. Disponible

sur : <https://www.touteurope.eu/economie-et-social/terres-rares-et-materiaux-critiques-ou-se-situent-les-47-projets-strategiques-de-l-ue/>

- 36 Gloire Balolage, « Guerre dans l'Est de la RDC : la Chine accorde une aide d'urgence d'un million USD et s'engage sur les ambitions infrastructurelles », *Opinion Info*, 15 avril 2025, consulté le 16 avril 2025. Disponible sur : <https://www.opinion-info.cd/diplomatie/2025/04/15/ guerre-dans-lest-de-la-rdc-la-chine-accorde-une-aide-durgence-dun-million-usd>.
- 37 RFI. (2025, 31 mars). RDC : la majorité divisée quant à la mise en place d'un gouvernement d'union nationale. RFI Afrique. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250331-rdc-la-majorit%C3%A9-divis%C3%A9e-quant-%C3%A0-la-mise-en-place-d-un-gouvernement-d-union-nationale>
- 38 Africanews. (2025, 7 avril). RDC : Doha, dernier espoir pour la paix ? Africanews. <https://fr.africanews.com/2025/04/07/rdc-doha-dernier-espoir-pour-la-paix/>
- 39 Radio Okapi, « À Doha, Kinshasa et M23 décident d'une trêve devant conduire à un cessez-le-feu effectif », 23 avril 2025, <https://www.radiookapi.net/2025/04/24/actualite/politique/doha-kinshasa-et-m23-decident-dune-treve-devant-conduire-un-cessez-le>



SOLSOC est une organisation non gouvernementale agréée par la coopération belge (DGD) pour mettre en œuvre des programmes de développement durable dans les pays du Sud. Elle est aussi l'organisation de solidarité internationale de l'Action commune socialiste qui constitue son ancrage historique et social. En partenariat avec différentes composantes de celle-ci, elle soutient des actions dans 8 pays en Amérique latine, en Afrique et au Proche-Orient. Notre objectif commun est de permettre aux populations de vivre plus dignement et d'accéder à leurs droits socio-économiques et politiques. En Belgique, Solsoc interpelle les décideur·euse·s belges et européen·ne·s afin de relayer les revendications de ses partenaires. Un travail d'information et de mobilisation du public est également mené avec d'autres organisations progressistes qui partagent ses valeurs de démocratie, de solidarité et de justice sociale.

SOLSOC

Rue Coenraets, 68
1060 Bruxelles
Tel : +32 (0)2 505 40 82

Email : info@solsoc.be
www.solsoc.be
BE07 8777 9913 0166

f SolsocASBL
@ @solsocong
in solsoc-asbl